

BURKINA FASO Perspectives sur la sécurité alimentaire Janvier à Juin 2010

- La sécurité alimentaire générale prévaut actuellement dans le pays et continue avec des perspectives de sécurité alimentaire entre janvier et mars au regard des disponibilités des produits récoltés, et des possibilités de reconstitution des stocks familiaux depuis octobre-novembre dernier.
- Cependant, une dégradation de la sécurité alimentaire débutera à partir de mars dans les ménages pauvres et très pauvres situés dans les localités ayant enregistré des baisses importantes de production dans les zones de moyens d'existence 5, 6, 7, et 8, particulièrement dans la moitié Est des zones 7 et 8, et dans la moitié Nord de la zone 6.
- La faible capacité de charges des pâturages dans les zones d'élevage du Sahel, couplé au tarissement précoce des points d'eau secondaires a occasionné un départ précoce des transhumants, laisse présager l'embonpoint en dessous du normal pour le bétail resté sur place, notamment le gros bétail, à partir de février. La baisse du prix des animaux dans les zones d'élevage du Sahel découlant des difficultés alimentaires du bétail et une éventuelle hausse prématurée du prix des céréales rendra difficile l'accès des vivres par les ménages pauvres et très pauvres chez lesquels on pourra déjà assister à une réduction des acquisitions sur le marché et du nombre de repas journalier.

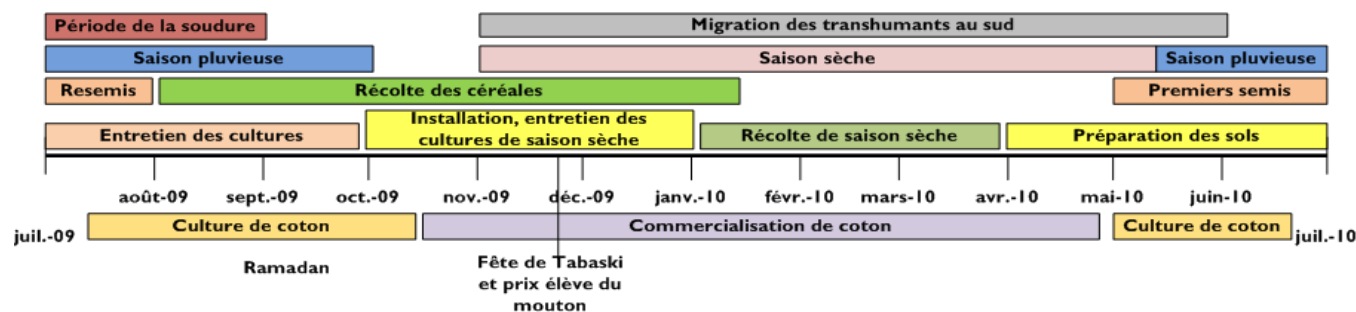
Figure 1. Estimation des conditions actuelles de la sécurité alimentaire, Novembre-Décembre 2009



Pour plus d'informations sur l'échelle d'insécurité alimentaire de FEWS NET, visitez: www.fews.net/FoodInsecurityScale

Source : FEWS NET Burkina Faso

Calendrier saisonnier et événements significatifs



Source: FEWS NET

Conditions actuelles de la sécurité alimentaire

Zones de moyens d'existence d'élevage/mil (6, 7, 8) et de céréales/maraichage/ arachide (5)

Les récoltes des cultures de saison pluvieuse sont quasiment achevées. Les cultures de saison sèche, prépondérantes dans la zone 5 et à Gorgadji, Diomga, Yalgo, Tougouri, etc., ont démarrés. En cette période, les produits récoltés sont disponibles auprès des ménages agricoles et permettent de reconstituer les stocks et par conséquent d'améliorer la situation alimentaire par rapport à la période précédente.

Les marchés sont actuellement bien approvisionnés par les commerçants. Afin de disposer de revenus pour faire face à d'autres dépenses alimentaires ou non du ménage, de nombreux producteurs mettent habituellement en novembre/décembre sur le marché une partie des produits récoltés notamment les céréales et les légumineuses, ce qui améliore l'offre sur les marchés. Cependant, l'offre des producteurs locaux étant toujours faible. Les acteurs sont informés de la mauvaise production de mil au Burkina et au Niger voisin, et les producteurs conservent leurs stocks pour des prix meilleurs.

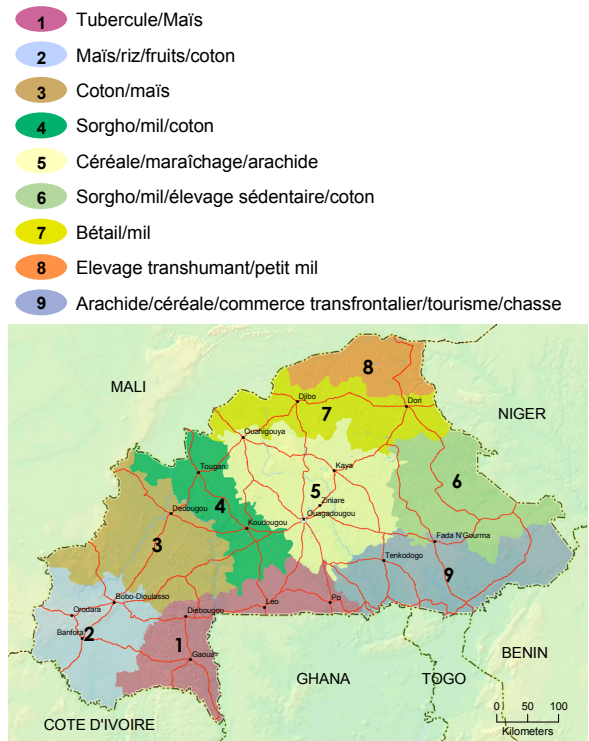
Les marchés sont bien approvisionnés par les commerçants. Afin de disposer de revenus pour faire face à d'autres dépenses alimentaires ou non du ménage, de nombreux producteurs mettent habituellement sur le marché une partie des produits récoltés notamment les céréales et les légumineuses, ce qui améliore l'offre sur les marchés. Cependant, l'offre des producteurs locaux est toujours faible.

En général, les prix sont en baisse par rapport à la période précédente mais équivalents ou en dessus de ceux de l'année dernière à la même période, une année des prix élevés par rapport à la moyenne nominale quinquennale. Sur de nombreux marchés, la baisse saisonnière du prix de mil, principale céréale consommée au Sahel est très faible, excepté à Djibo où l'on observe une baisse d'environ sept pour cent par rapport au mois passé, suite, probablement due à un approvisionnement récent à partir des zones de production de Djibasso dans l'ouest en passant par Ouahigouya. Cette denrée a déjà amorcé une tendance haussière de l'ordre de deux pour cent par rapport au mois précédent, car les acteurs conservent leurs stocks pour vendre à des prix meilleurs une fois que les faibles productions du Niger et du Mali avoisinant soient mangées. Les prix les plus élevés du mil et du sorgho sont recensés sur les marchés des zones 7 et 8. La hausse la plus importante pour le mil entre octobre et novembre est observée sur le marché de Pouytenga (cinq pour cent). Les prix actuels sont équivalents à ceux atteints en 2008 à la même période. Ce marché est fréquenté par de nombreux commerçants venant des pays voisins. Les revenus issus de la vente de niébé, arachide et pois de terre connaîtront une baisse sensible du fait de la baisse de production au regard de l'arrêt des pluies au stade crucial de développement des ces cultures, et de la baisse des prix par rapport à la même période l'année dernière.

La production des pâturages naturels est faible dans les zones de moyens d'existence 7 et 8, et dans les parties septentrionales des zones 5 et 6. Le mauvais développement des pâturages particulièrement au Séno et au Yagha n'a pas été favorable à l'atteinte d'un état d'embonpoint optimal pour le gros bétail, à même de permettre une bonne traversée de la période de soudure. L'une des conséquences de la baisse des productions céréalières dans ces zones est aussi la baisse des résidus de récoltes qui intervient dans l'alimentation du bétail pendant la saison sèche.

A cela s'ajoute un niveau de remplissage des points d'eau en dessous de la normale. Les disponibilités actuelles permettent l'alimentation et l'abreuvement du bétail sédentaire, mais la faible capacité de charge a contraint nombre de transhumants

Figure 2. Carte de zones de mode d'existence au Burkina Faso.



Source: FEWS NET Burkina Faso

à effectuer un départ précoce dès octobre (au lieu de novembre en année normale) vers le Mali et les régions est et sud du Burkina. De nombreux transhumants ont pour destination les pays côtiers (Ghana, Togo, Bénin) ou même le Niger où certains animaux sont réexportés vers le Nigeria.

Les techniciens de l'élevage signalent que depuis les derniers deux à trois ans, des effectifs importants d'animaux partis en transhumance dans les pays côtiers ne reviennent plus car les conditions de pâturage et d'eau dans les espaces d'origine ne leur suffisent pas. Les quatre années successives de bonnes conditions ont facilité une augmentation de la taille des troupeaux, et il n'est pas encore clair si l'effectif des animaux qui restent dans le pays actuellement est normal ou pas pour la période. Ainsi, les impacts de cette nouvelle habitude sur la sécurité alimentaire n'est pas clair. Si l'effectif à Burkina s'approche à la normale, l'augmentation de l'exportation des animaux aux pays côtiers pour l'embouche sur des pâturages étrangers signifie une augmentation des capacités de faire face. Si l'effectif des animaux à Burkina est en baisse par rapport à la normale à cette période, la production du lait pour la consommation ménagère et la vente, aussi bien que la capacité de faire face aux chocs s'est réduite. Un recensement de l'effectif de bétail par le Ministère de l'élevage est programmé une fois le financement se met en place.

Les prix des animaux, qui étaient relativement stable en octobre – début novembre, connaissent une tendance haussière du fait de l'état d'embonpoint relativement satisfaisant pour les petits ruminants et la demande importante pour la fête de Tabaski et les réjouissances de fin d'année (Noël et Réveillon). Les termes d'échange sont en faveur des éleveurs dans ces zones à dominante d'élevage et restent sensiblement similaires à la normale.

Zones de production (1, 2, 3, 4, et 9)

Dans ces zones, les productions sont moyennes, voire bonnes. Quelques baisses de productions dans les localités au Nord de la région du Centre-ouest et par endroits dans la région de l'Est. Dans ces zones, la situation alimentaire reste bonne pour l'instant et pourra le demeurer au cours du premier trimestre de l'année prochaine. Au-delà, les ménages les plus vulnérables entreront dans une phase d'insécurité alimentaire modérée. Les récoltes sont pratiquement achevées et les disponibilités sont bonnes auprès des ménages. L'alimentation des ménages agricoles se fait essentiellement par l'autoconsommation. Les nouvelles récoltes et les anciens stocks détenus par quelques producteurs et les commerçants alimentent les marchés dont l'approvisionnement est satisfaisant. L'accroissement de l'offre entraîne une baisse des prix par rapport à la période précédente, permettant ainsi aux ménages non agricoles disposant de revenus d'acquérir des céréales afin de reconstituer leurs stocks. Toutefois, ces baisses restent faibles par rapport à la normale, et on assiste au contraire pour le mil à une stabilité par rapport au mois passé à Bobo-Dioulasso, avec des prix similaires à ceux atteint en 2008 à la même période. Sur le marché de collecte de Solenzo en zone de production, la hausse du prix du mil entre octobre et novembre atteint 2.5 pour cent, ce qui présage des tensions sur les prix qui peuvent avoir des répercussions sur les prix aux consommateurs des zones agricoles. Les prix de toutes les céréales sont au dessus de leurs niveaux nominaux de l'an dernier et de la moyenne des cinq dernières années.

L'état des pâturages est satisfaisant dans ces zones, de même que les disponibilités en eau d'abreuvement. Tout comme dans les autres régions, la mise en place des cultures de saison sèche est en cours. Cette activité très développée dans les régions des Hauts Bassins, de la Boucle du Mouhoun, des Cascades, etc. procure des revenus importants aux ménages qui la pratiquent, et contribue à améliorer la situation nutritionnelle. Les ménages pauvres et très pauvres pour se procurer des revenus ont recours à la vente d'une partie des récoltes, mais disposent aussi d'autres alternatives telles que l'exploitation des produits forestiers, l'artisanat, etc.

Scénario le plus probable de la sécurité alimentaire Janvier - Juin 2010

Les perspectives de sécurité alimentaire sur la période janvier-juin sont établies sur la base des suppositions suivantes :

- Une production brute céréalière définitive approchant la moyenne nationale mais en baisse de neuf pour cent par rapport à l'estimation prévisionnelle
- Production céréalière, de pâturage, et d'eau d'abreuvement significativement en dessous de la moyenne dans les zones de moyens d'existence à dominante bétail/mil, d'élevage transhumant/mil et les parties septentrionales des zones céréales/maraichage et sorgho/mil/élevage sédentaire

- Un accroissement de la demande ménagère des céréales au nord-est de Burkina Faso et dans les zones frontalières au Mali et au Niger dû à la faiblesse de la production propre notamment sur les marchés de Dori et Sampelga des zones 7 et 8 au cours du premier trimestre 2010, entraînant une hausse des prix des céréales
- La pression sur les prix des céréales des commerçants du Niger et Mali entrainera le gouvernement de mettre en place des restrictions informelles sur les sorties des céréales
- Gouvernement ne prédispose pas à temps des quantités plus importantes que d'habitude d'aliment de bétail dans les zones d'élevage
- Les appels d'offre pour les achats institutionnels (SONAGESS) de 35,000 tonnes de céréales seront remplis dans leur totalité. Le PAM achètera directement des petits producteurs pour l'achat d'environ 720 tonnes de sorgho, niébé, et maïs. Ces quantités et la manière de leur distribution seront suffisantes pour assurer les besoins alimentaires du pays jusqu'à juin.

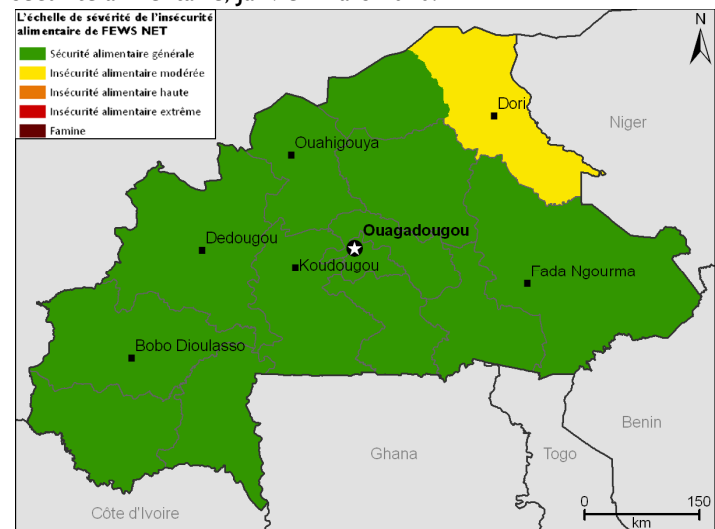
Dans les endroits identifiés comme des foyers de l'insécurité alimentaire cette année (provinces du Séno, Soum, Oudalan, Yagha, Bam, Namentenga, Sanmatenga, Gnagna, Komondjari, Boulkiemdé, Oubritenga, Kourweogo, Ganzourgou, Kouritenga), le déroulement du filet social habituel du gouvernement et ses partenaires s'initiera dès avril au lieu de juin en année normale. Cette assistance se composera de la vente à prix social de céréales et aliments bétail, des distributions gratuites de céréales aux ménages les plus vulnérables, des activités HIMO, de la subvention et/ou distribution d'intrant pour la campagne hivernale prochaine, etc.

La part de l'offre provenant des producteurs diminue normalement vers la fin du premier trimestre pour les ménages les plus vulnérables (pauvres et très pauvres), et l'accent est mis sur les activités génératrices de revenus pour acquérir des céréales (migration, orpaillage, artisanat, etc.). L'approvisionnement des marchés pourra être régulier sur toute la période, mais au regard des besoins de reconstitution des stocks par l'Etat, opérateurs privés, les institutions et ONGs, etc., on s'attendra à une légère tension sur les prix, en février pour la majorité des céréales (elles semblent avoir déjà commencé pour le mil) soutenue par une rétention des céréales par les différents acteurs de la commercialisation en anticipation des prix plus élevés que d'habitude à partir de mai au lieu de juin dans une année normale.

Les zones de fortes productions de céréales (zones 1, 2, 3, 4 et 9)

Avec la production céréalière moyenne dans les zones de moyens d'existence 1, 2, 3, 4 et 9, la sécurité alimentaire y demeurera générale sur la période janvier - juin. Les niveaux des stocks ménagers seront bons et permettront l'alimentation nécessaire des ménages producteurs. La situation nutritionnelle demeurera bonne au cours du premier trimestre mais pourrait se dégrader légèrement au cours du trimestre suivant dans les ménages pauvres et très pauvres issus des zones de baisses importantes de productions. Les faibles revenus tirés des autres activités serviront à acquérir des céréales dont les prix seront en hausses. La solidarité locale pourra dans une certaine mesure atténuer le risque d'insécurité alimentaire dans ces zones. Au regard des productions moyennes et des besoins importants pour la reconstitution des stocks ménagers, commerçants, des offices céréaliers nationaux, des institutions, des ONGs humanitaires, des unités de transformation, etc., une tension des prix sera profitable aux producteurs qui jouent la prudence en termes des quantités mises sur le marché.

Figure 3. Carte des résultats du scénario plus probable de la sécurité alimentaire, Janvier-Mars 2010.



Source: FEWS NET Burkina Faso

Les ménages pauvres et très pauvres qui disposent de petites superficies et par conséquent des productions céréalières insuffisantes pour remplir les besoins alimentaires et de revenus du ménage recourent au marché à partir de mai, comme d'habitude, pour l'acquisition de céréales. Ils les achèteront grâce aux revenus procurés par la pratique des cultures de

saison sèche, le salariat agricole en saison sèche, la vente de bois et charbon, la vente des produits de chasse, de pêche, d'artisanat, etc. Les ménages aisés et moyens non-autonomes compléteront leurs stocks grâce aux revenus générés par la vente des produits de rente, d'animaux, le commerce, etc.

Zones de moyens d'existence à dominante élevage et production de mil (7 et 8)

Dans les zones de moyens d'existence à dominante bétail/mil et d'élevage transhumant/mil, la production est inférieure à la moyenne. Les zones qui pourraient être les plus affectées sont les départements de Sampelga au Séno, Tin-Akoff et Déou dans l'Oudalan, et Tongomael dans le Soum.

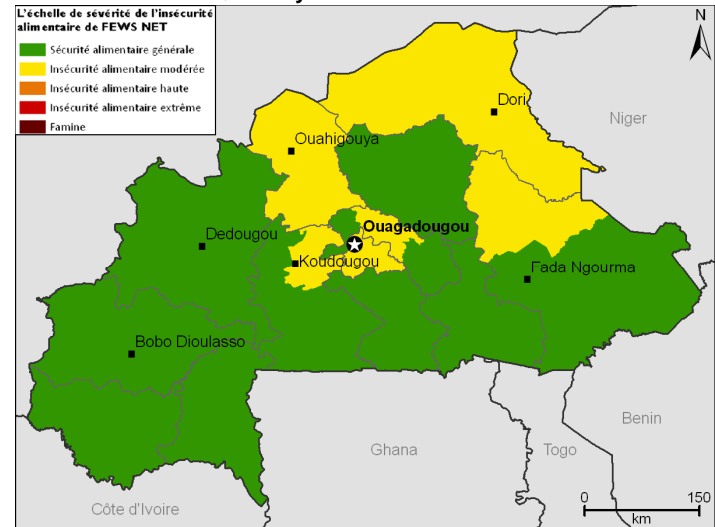
La reconstitution des stocks reste la priorité pour les ménages. La disponibilité des produits de récoltes auprès de ces derniers contribuera au maintien d'une alimentation satisfaisante en janvier-février. À partir de février-mars les prix amorceront une tendance haussière plus que d'habitude. Le transfert de céréales du Burkina Faso au Niger s'intensifieront vu les baisses importantes de production qui y sont annoncées. Cela contribuera encore à la hausse des prix sur les marchés frontaliers, et accroître les difficultés d'accès par les ménages les plus pauvres.

Vers février/mars les pâturages disparaîtront. La faiblesse de la production des pâturages naturels, le déficit de résidus de récoltes, la faible disponibilité en eau d'abreuvement présagent une diminution de l'embonpoint animale, entraînant une baisse des prix des animaux au moment où ceux des céréales amorcent leur tendance haussière. Les termes d'échange se détérioreront en défaveur des éleveurs. Les prix des aliments bétail connaîtront une hausse du fait de la demande importante pour compléter les rations alimentaires des animaux. En l'absence de subvention sur ces produits, les abattages d'urgence augmenteront, ce qui constitue une perte pour les éleveurs. Vu l'embonpoint en dessous du normal des animaux et les niveaux des prix d'aliment de bétail qui seront élevés, l'activité d'embouche sera peu profitable cette année.

Les prix d'aliment de bétail sur les marchés seront élevés par rapport à la moyenne et aux années précédentes dû à la demande élevée (déficits de pâturage au nord et dans la région) et les prix élevés des sous-produits agro-industriels qui sont les intrants à la production de l'aliment de bétail tels que la graine de coton (production régionale en baisse depuis trois ans et concurrence avec la production de huile de coton) et l'arachide (production régionale en baisse suite à la mauvaise distribution pluviométrique) ; conjointement avec le bas prix des animaux, l'accès à l'aliment de bétail sera plus réduite que d'habitude.

Les ménages moyens et riches connaîtront aussi quelques difficultés dans l'acquisition de céréales sur le marché car devront vendre davantage d'animaux. La vente du peu d'animaux disponible aux pauvres permet d'acquérir des céréales au détail afin de satisfaire les besoins alimentaires du ménage. Les revenus issus de cette vente seront moins qu'à l'accoutumé du fait des difficultés alimentaires du bétail et de la baisse prévisible des prix du bétail (normal pour la saison donné la dégradation de l'embonpoint, mais intensifiée avec la hausse des présentations). Les ménages pauvres et très pauvres dans ces zones qui disposent de petites superficies agricoles et de peu d'animaux auront besoin de vendre une partie des produits de récolte, en priorité les légumineuses, pour se procurer des revenus afin de faire face à d'autres besoins essentiels non alimentaires. Chez ces derniers, la soudure débutera à partir de mars avec une dégradation de la sécurité alimentaire à l'insécurité alimentaire modérée jusqu'en juin, et éventuellement haute de juin à août/septembre. A défaut, les sites d'orpillage et la migration vers les grandes villes et pays voisins constitueront les pôles d'attraction de ces ménages en quête de revenus pour avoir accès aux vivres.

Figure 4. Carte des résultats du scénario plus probable de la sécurité alimentaire, Avril-Juin 2010.



Source: FEWS NET Burkina Faso

En zone de moyens d'existence a dominante céréales/maraichage (5 et 6)

Dans les parties septentrionales des zones céréales/maraichage et sorgho/mil/élevage sédentaire, la production est aussi inférieure à la moyenne. Les zones qui seront les plus affectées sont les départements de Bourzanga et Kongoussi dans le Bam, Kaya, Pissila, Boussouma, Namissiguima, Barsalogo, Pensa et Dablo dans le Sanmatenga, Tougouri, Boalla, Nagbingou, Yalgo et Zinguédéghin dans le Namentenga, Bogandé, Coalla, Mani et Liptougou dans la Gnagna, Batiébougou et Haaba dans la province de la Komandjari et toute la province du Yagha.

La faible disponibilité en eau par endroit réduira la durée du cycle de production des cultures de contre saison, de même que les superficies à emblaver, et, par conséquent, entrainera une légère baisse localisée des productions. Les productions disponibles au même moment sur le marché et la demande interne très peu élastique de ces produits qui sont périssables pourraient entraîner une baisse de revenus chez les producteurs si les prix restent semblables à ceux de la moyenne saisonnière.

Dans les parties septentrionales de ces deux zones la situation des pâturages et des points d'eau sera similaire à la situation décrite pour les zones 7 et 8. Ailleurs, l'état des pâturages est moyen et permet l'alimentation du bétail. Toutefois, l'embonpoint des animaux diminuera dès début mars, et l'on assistera à la baisse des prix des animaux dont l'état se dégrade. L'activité d'embouche assez développée dans nombre de localités en zone 5 sera moins rentable cette année que d'habitude si aucune mesure de régulation des prix d'aliment bétail à travers des subventions, etc. n'est entreprise.

Les systèmes du marché et de disponibilité des récoltes sont similaires dans ces zones que dans les zones à dominante élevage et production de mil. Les marchés céréaliers seront bien approvisionnés pendant la période, mais à partir de février-mars les prix entameront une tendance haussière plus que d'habitude. Ces zones pourraient aussi subir les effets de la hausse des prix des céréales du fait de la demande importante au Niger.

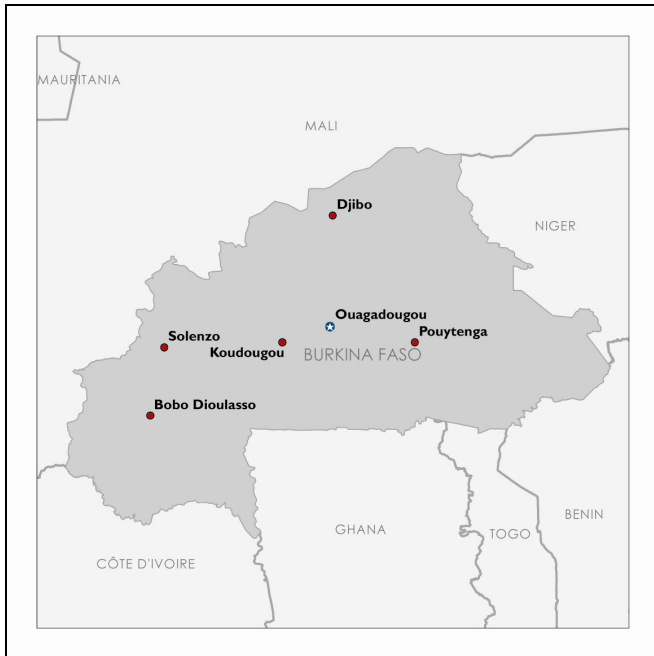
La vente de volaille et de petits ruminants et particulièrement les revenus issus de la vente des produits maraîchers de zone 5 permettra d'acquérir des céréales au détail afin de satisfaire les besoins alimentaires du ménage. Les revenus issus de la vente de volaille pourront demeurer stables. Par contre ceux issus de la vente des petits ruminants connaîtront une baisse inhérente à l'état physiologique des animaux. Les revenus issus du maraichage pourraient connaître une baisse par rapport à l'année dernière si la demande intérieure et extérieure reste inélastique. Par contre une demande élevée de ces produits dans les pays côtiers voisins pourrait insuffler les prix à une tendance haussière, au profit des ménages et par conséquent accroître les revenus. Les autres sources de revenus sont les sites d'orpillage et la migration vers les grandes villes et pays voisins. Dans les parties centre et sud de ces deux zones, la disponibilité des récoltes permettra au moins d'atteindre le mois de mars. Après cette période, ces zones connaîtront à partir d'avril, une insécurité alimentaire modérée.

Tableau I : Événements possibles dans les prochains six mois qui pourraient changer le scénario plus probable.

Zone géographique	Événements possibles	Impacts sur la sécurité alimentaire	Probabilité *	Variables à suivre
National	Pluviométrie en dessous du normal pour la petite saison dans la Golfe de Guinée	Diminution des importations de maïs en avril/mai et disponibilité des céréales sur le marché plus faible que d'habitude, entraînant une hausse du prix des céréales. Baisse d'accès des ménages pauvres aux céréales	Moins probable	Anomalies de pluviométrie dans la zone, flux transfrontaliers, prix de céréales sur les marchés de référence
National	Restriction de l'exportation des céréales du Mali vers le Niger	Recours plus intense des commerçants Nigériens sur les marchés du Burkina Faso, intensification d'exportation formelle et/ou informelle, hausse des prix des céréales sur les marchés et baisse d'accès des ménages pauvres aux céréales	Moins probable	Flux transfrontaliers, prix de céréales sur les marchés de référence, annonces des restrictions des flux

National	Blocage de la frontière Nigeria-Niger	Recours plus intense des commerçants Nigériens sur les marchés du Burkina Faso, intensification d'exportation formelle et/ou informelle, hausse des prix des céréales sur les marchés et baisse d'accès des ménages pauvres aux céréales	Peu probable	Flux transfrontaliers, prix de céréales sur les marchés de référence, annonces des restrictions des flux
----------	---------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------

* Niveaux de probabilité	Description
Moins probable	Pourrait se réaliser pendant la période de projection si les conditions changeraient légèrement.
Peu probable	Pourrait se réaliser pendant la période de projection si les conditions changeraient significativement.



Les prix mensuels proviennent du SIM/SONAGESSA, Burkina Faso.

Le mil, le maïs et le sorgho sont les produits alimentaires les plus importants pour la consommation ménagère. Le mil est le produit de base des ménages les plus vulnérables, tandis que le maïs et le sorgho contribuent aussi au panier alimentaire de la majorité des autres ménages. Le marché de Sankaryare est le plus vaste et le plus important d’Ouagadougou; il approvisionne d’autres marchés du pays et dans la région. Koudougou se trouve dans l’une des régions les plus peuplées du pays, où une majorité des ménages dépend du marché pour son ravitaillement alimentaire. Djibo se situe dans la zone sahélienne, hautement vulnérable. Pouytenga est un marché de regroupement pour les produits du Nigeria, du Ghana, du Bénin et du Togo. Solenzo est un marché rural situé au milieu d’une zone de production excédentaire. Bobo Dioulasso est un important centre tant pour la consommation que pour la production : elle fait office de capitale économique du Burkina-Faso et se trouve dans une importante zone de production céréalière.

